



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Ukraine. L'UE perdant patience a informé le gouvernement ukrainien de la suspension des travaux en vue d'un accord d'association et de libre-échange. Moscou de son côté fait un pont d'or à Kiev. « **Pays et peuple frère** »

Autriche. Un gouvernement qui repose sur le plus petit dominateur commun

Merkel 3. Comme le veut la tradition, **Angela Merkel**, consacrait mercredi la toute première visite à l'étranger de son troisième mandat **à Paris**. La question. Est-elle devenue plus européenne ? La rencontre des deux dirigeants est intervenue alors que les ministres européens des Finances **mettaient un terme à 18 mois de négociations sur l'union bancaire.**

"Si nous avons l'Europe honteuse, ce sont les extrémistes qui l'emporteront", met en garde le commissaire européen **Michel Barnier**. "Le pire, pour l'Europe, c'est le silence, c'est de raser les murs."

Turquie. Circulation sans visa des Turcs dans l'UE dans un délai de trois ans et demi. **JPV**

JOYEUX NOEL A TOUS

DEPUIS SCHÖNBRUNN



INSTITUTIONS

26.02.2014

Merkel veut renégocier les traités européens

Fraîchement réélue chancelière, Angela Merkel a plaidé, mercredi 18 décembre devant le nouveau Parlement allemand, pour une évolution des traités européens,

M^{me} Merkel a souhaité que « ***l'Allemagne continue à jouer un rôle responsable et soit un moteur de l'intégration européenne*** », lors d'un discours dans la continuité de ses allocutions précédentes.

Pour faire progresser l'Europe, « ***nous faisons partie de ceux qui disent que si les bases juridiques ne suffisent pas, il faut faire évoluer les traités*** », a-t-elle affirmé, refusant que l'Allemagne endosse le rôle du pays « ***qui se met en travers de certaines évolutions*** ». « *Qui veut plus d'Europe doit être prêt à modifier la législation de certaines compétences* », a-t-elle encore dit.

Accord mémorable pour l'industrie financière

"**C'est un jour mémorable** pour l'industrie financière. Nous allons introduire des changements révolutionnaires" s'est emporté Michel Barnier dans la nuit de mercredi à jeudi, au terme de négociations particulièrement longues.

Que les banques paient pour les banques !

Deux accords principaux ont été trouvés. L'un porte sur le **mécanisme de résolution bancaire**, un système qui permettra désormais de sauver les banques en difficulté en mutualisant les risques au sein du secteur financier, et avec une intervention minimum des Etats. L'autre porte **sur les garanties de dépôt pour tous les montants inférieurs à 100.000 euros**. La principale avancée porte sur le Mécanisme de résolution unique ou MRU, bouton poussoir du dispositif.

"**Le dernier pilier de l'union bancaire a été construit**", s'est réjoui devant des journalistes le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, qui a obtenu que le dernier mot, dans la décision de restructurer ou de fermer une banque de la zone euro, ne revienne pas à la Commission européenne.

C'est le Conseil qui prendra les décisions.

Cette dernière disposition a été exigée par l'Allemagne, dont le ministre des finances a finalement eu le dernier mot. L'Allemagne compte ainsi garder la main sur les décisions de renflouement des banques, sachant que les siennes ne sont pas les plus en danger.

Berlin a également obtenu que la mutualisation des risques entre les pays de la zone euro ne soit totale qu'à l'horizon 2025.

COMMISSION/CONSEILS

PARLEMENT

Aide aux plus démunis: adoption en commission de l'emploi

Seite 2

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

Le Fonds européen d'aide aux plus démunis sera maintenu pour la période 2014-2020 à son niveau actuel de 3,5 milliards d'euros, selon un accord informel conclu entre le Parlement et le Conseil et adopté en commission ce mardi. Le Fonds remplace le programme de distribution alimentaire et vise à fournir une aide alimentaire et matérielle de base mais aussi des mesures d'inclusion sociale à destination des plus démunis

ETATS

Allemagne

MERKEL 3

Le chef du SPD devient le n° 2 du gouvernement Merkel et son rival potentiel pour 2017.

Le chef des sociaux-démocrates allemands Sigmar Gabriel sera le ministre de l'Économie et de l'Énergie, ainsi que **le vice-chancelier** du nouveau gouvernement de "grande coalition" d'Angela Merkel et Frank-Walter Steinmeier sera ministre des Affaires étrangères, a annoncé Sigmar Gabriel dimanche

***La sociale-démocrate Aydan Özoguz**, 46 ans, nommée secrétaire d'Etat en charge des Migrations, des Réfugiés et de l'Intégration, est la première **personnalité politique d'origine turque** à faire partie d'un gouvernement fédéral allemand. **Une nomination saluée par la presse allemande comme l'une des surprises de la nouvelle équipe gouvernementale**

***Jörg Asmussen va quitter le directoire de la BCE** pour devenir secrétaire d'Etat auprès de la ministre du Travail sociale-démocrate Andrea Nahles, dans le nouveau gouvernement

Le changement énergétique, la réforme prévue des retraites, la fin de la mission militaire en Afghanistan et l'introduction d'un péage pour les voitures des particuliers, poussée par la CSU, sont considérés comme **les principaux défis de ce nouveau gouvernement.**

Autriche

Accord de coalition après de longues négociations

Au terme de plus de dix semaines de négociations, sociaux-démocrates (SPÖ) et conservateurs (ÖVP) autrichiens ont annoncé jeudi 12 décembre avoir scellé un accord de gouvernement pour reconduire leur « grande coalition »

France

La France voudrait partager l'addition des interventions militaires

La facture des interventions militaires d'urgences s'allonge pour la France. Une note que le pays aimerait bien partager davantage avec les autres États membres de l'Union européenne grâce à la création d'un fonds européen permanent destiné aux interventions de maintien de la paix. Le 18 et 19 décembre 2013, le Conseil européen consacré à la défense devrait trouver sur la

26.02.2014

table des discussions des propositions du Président François Hollande visant à renforcer la coopération européenne dans les financements des interventions d'urgence.

Paris s'apprêtait à accueillir une Merkel plus européenne

La chancelière allemande consacre sa première visite à l'étranger depuis sa réélection à la France. L'occasion pour Paris de vérifier si l'arrivée de sociaux-démocrates dans son gouvernement infléchira ses positions sur l'Union européenne

La France salue la nouvelle coalition allemande plus axée sur la croissance

Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des finances, soutient la nouvelle coalition gouvernementale allemande. Selon lui, le gouvernement Merkel III met moins l'accent sur l'austérité que le précédent gouvernement. Il estime que le prochain Parlement européen devrait se concentrer sur la croissance et non sur l'austérité.

Le Grand Est de la France sous les feux de la rampe pour les européennes

Edouard Martin, l'ancien leader de la CFDT à Florange sera candidat socialiste aux élections européennes dans l'est de la France. La grande circonscription attire les têtes d'affiches médiatiques, ce qui laisse des eurodéputés dubitatifs.

Royaume Uni

Les jeunes 'veulent que le Royaume-Uni reste en Europe

Un fossé entre générations s'est ouvert parmi les Britanniques : 41% des 18-24 ans affirment être très ou plutôt en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE, contre 32% qui y sont opposés, selon un nouveau sondage révélé par The Independent. De leur côté, 60% des plus de 65 ans affirment être tout à fait opposés au maintien de leur pays dans l'UE, contre 25% qui y sont favorables. Les jeunes Britanniques estiment qu'un retrait de leur pays de l'UE "mettrait en danger leurs perspectives d'emploi chez eux et sur le continent

Tracez une ligne rouge sur l'immigration ! Sinon... "Le peuple britannique et **le Sun** adressent cette demande de ligne rouge à David Cameron : reprenez à l'UE le pouvoir d'arrêter l'immigration",

Le Premier ministre doit profiter du Conseil européen des 19 et 20 décembre pour "arrêter le flot", insiste le tabloïd, qui prévient que s'il ne remplit pas cette exigence, "il y aura toutes les chances" pour que les Britanniques choisissent le "Brexit" lors du référendum promis pour avant 2015 sur l'appartenance du pays à l'UE.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

La crise Ukrainienne

La discussion sur l'avenir de l'Ukraine entre le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov et ses homologues européens, le 16 décembre à Bruxelles, a été "très franche", comme l'on dit en langage diplomatique pour indiquer que le ton a été moins que cordial

26.02.2014

John McCain en visite "L'Ukraine rendra l'Europe meilleure et l'Europe rendra l'Ukraine meilleure", a déclaré l'ex-candidat républicain à la Maison blanche aux manifestants. "Nous sommes ici pour soutenir votre juste cause, le droit souverain de l'Ukraine à choisir son propre destin librement et en toute indépendance. Et le destin que vous souhaitez se trouve en Europe."

Dimanche Alors que près de 200 000 opposants pro-européens sont rassemblés à Kiev, Bruxelles a annoncé, dimanche, **la suspension des négociations commerciales avec l'Ukraine** faute d'engagement du pouvoir à signer un tel accord.

Lundi Les députés du parti au pouvoir, le Parti des régions, ont demandé au Premier ministre Mykola Azarov de procéder à un remaniement majeur du gouvernement,

Mardi

Rencontre Viktor Ianoukovitch- Vladimir Poutine au Kremlin

Le président ukrainien a plaidé mardi pour le "partenariat stratégique" avec la Russie au grand dam de l'opposition ukrainienne

Pour en savoir plus **La Russie va investir 15 milliards de dollars dans des titres du gouvernement ukrainien et réduire d'un tiers le prix du gaz qu'elle lui vend**, a annoncé le président russe Vladimir Poutine à l'issue de la rencontre. Il coûtera désormais 268,5 dollars les 1.000 mètres cubes contre plus de 400 actuellement.

Les deux pays ont toutefois conclu un accord prévoyant de lever les "limitations commerciales" entre les deux pays pour 2013 et 2014. La question de l'adhésion de l'Ukraine à l'Union douanière menée par Moscou, redoutée par l'opposition pro-européenne en Ukraine, n'aurait pas été évoquée lors des négociations.

Ce n'est lié à aucune condition, ni à une hausse, ni à une baisse, ni au gel des avantages sociaux, des retraites, des bourses ou des dépenses", a-t-il ajouté, faisant allusion aux conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI) pour l'octroi d'un prêt à Kiev.

Mercredi

L'opposante emprisonnée **Ioulia Timochenko** a estimé que l'indépendance de l'Ukraine était en péril, et l'UE a regretté la décision de Kiev

Jeudi

Kiev pourrait se joindre à "certaines clauses" de l'Union douanière russe a déclaré **Viktor Ianoukovitch** ce jeudi dans une interview télévisée qui par ailleurs **met en garde les occidentaux contre leur ingérence**. La Russie aide l'Ukraine en tant que "**pays frère et peuple frère**", a déclaré jeudi 19 décembre le président russe Vladimir Poutine dans sa conférence de presse annuelle.

UE: Ankara signe un accord sur l'immigration, un pas vers la fin des visas

26.02.2014

La Turquie a signé lundi à Ankara avec l'Union européenne un accord de réadmission des migrants clandestins qui doit permettre, à l'horizon 2017, la levée de l'obligation de visa imposée par Bruxelles à ses ressortissants.

Pour en savoir plus Le gouvernement turc avait paraphé cet accord en 2012 mais avait suspendu sa signature formelle à un engagement de l'UE à étendre la libre circulation sur son territoire aux citoyens de nationalité turque.

En contrepartie, l'UE s'est engagée à garantir une circulation sans visa aux Turcs dans un délai de trois ans et demie.

Selon l'accord, **la Turquie**, aux portes de l'Irak, l'Iran et la Syrie et l'un des principaux points de passage des immigrants candidats à l'Europe, **va désormais accepter le "retour" des migrants clandestins expulsés** qui avaient rejoint l'UE depuis son territoire.

La Russie et l'UE au coude à coude pour séduire la Moldavie

Le Parlement européen a levé les droits d'importation sur le vin moldave, une réponse à l'embargo « injustifié et arbitraire » de la Russie. Selon des spécialistes, l'Union européenne devrait accélérer le processus d'association si elle veut éviter un scénario à l'ukrainienne.

Pour en savoir plus **L'UE n'est pas encore un choix gravé dans le marbre**

Même si la Moldavie est considérée pour l'instant comme la championne en matière de processus d'association en Europe orientale, les événements pourraient s'accélérer au cours de 2014.

Le pays doit organiser des élections législatives en novembre de l'année prochaine. L'opposition communiste y défendra un programme très différent et prorusse. Une victoire communiste signerait l'arrêt de mort du processus d'intégration européen pour la Moldavie, ont mis en garde les intervenants présents à l'évènement du CPE

Les Pays-Bas disent non à l'Albanie

Le Parlement néerlandais a fermé la porte de l'adhésion à l'Union européenne à l'Albanie. En adoptant le 12 décembre une résolution en ce sens, les parlementaires obligent le gouvernement du premier ministre, Mark Rutte à **rejeter le projet de la Commission européenne visant à octroyer le statut candidat au pays.**

ECONOMIE/FINANCE

Commerce extérieur de l'UE: Le pourquoi de l'excédent

L'Union européenne affiche depuis le début de l'année un excédent commercial supérieur à celui de 2012 sur la même période. Mais cette amélioration est due en grande partie à une baisse des importations, plutôt qu'à une augmentation des exportations. Le recul est particulièrement sensible pour les produits en provenance du Japon ou du Brésil.

Sans grande surprise, c'est l'Allemagne qui affiche le plus fort excédent commercial de l'Union européenne, suivie par les Pays-Bas, l'Irlande et l'Italie. Alors que la France accuse le plus fort déficit commercial, suivi par le Royaume-Uni, la Grèce, et l'Espagne.

Troïka : La BCE évoque un prochain plan pour le Portugal

Le 16 décembre, le président de la BCE Mario Draghi a prévenu le Portugal qu'il pourrait se voir imposer un programme d'austérité pendant "une période de transition" pour faciliter le retour du pays sur les marchés alors que le plan d'aides actuel arrive à échéance en juin 2014,

La Française Danièle Nouy nommée à la tête de la supervision des banques de la zone euro

M^{me} Nouy a franchi sans encombre le dernier obstacle à sa nomination, anticipée de longue date, après avoir été adoubée la semaine dernière par le Parlement européen. Sa candidature avait été proposée le 20 novembre par la BCE, à laquelle a été confiée la supervision des banques des Dix-Sept.

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

Le débat sur les OGM redémarre à cause des pommes de terre

Le tribunal de la Cour de justice de l'Union européenne estime que la Commission européenne a violé les règles des régimes d'autorisation des OGM. La pomme de terre OGM Amflora de BASF est désormais interdite, et le débat OGM relancé

Energies renouvelables : Guerre de l'électricité entre Berlin et Bruxelles

La Commission européenne a annoncé, le 18 décembre, l'ouverture d'une procédure contre l'Allemagne en raison des exemptions de taxes pour financer les énergies vertes, dont bénéficient certaines entreprises. Bruxelles exige que la loi sur les énergies renouvelables (EEG) soit modifiée, rapporte Die Welt. Actuellement, environ 2 300 entreprises de secteurs à forte consommation d'énergie, comme la chimie et la métallurgie, sont exemptées de la taxe payées par les particuliers et les autres secteurs économiques à hauteur de 23 milliards d'euros par an

SOCIAL/Pratique

La France et l'Espagne désormais reliées par des TGV directs

Voyager en TGV entre la France et l'Espagne sans avoir à changer de train est désormais possible après l'ouverture dimanche de la première ligne à grande vitesse reliant directement Barcelone à Paris, Lyon, Marseille et Toulouse.

L'UE triple les fonds pour l'innovation ferroviaire

La Commission européenne a adopté « Shift2Rail », un nouveau partenariat public-privé qui permettra d'investir un peu moins d'un milliard d'euros dans la recherche et l'innovation afin d'attirer plus de passagers et de fret sur les rails européens.

L'UE trouve un accord sur la cigarette électronique

Les eurodéputés et les États membres ont convenu d'un accord temporaire sur la révision de la directive tabac. Les règles de commercialisation des cigarettes électroniques seront laissées au choix des États membres

BREVES

CATALOGNE : Mas défie Rajoy avec une question et un calendrier

Le président de la Catalogne Artur Mas a lancé un défi au gouvernement central espagnol, en annonçant le 12 décembre que le référendum sur l'indépendance de la région se tiendra le 9 novembre 2014.

La consultation se tiendra deux mois après le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse.

La question posée aux électeurs sera "**Voulez-vous un Etat catalan ?**" et, ceux qui répondront "oui", se verront demander "**Voulez-vous que cet Etat soit indépendant ?**"

Des clubs de foot espagnols dans le collimateur de la Commission

L'exécutif européen va entamer des procédures disciplinaires à l'encontre de sept clubs espagnols de football, dont le Real Madrid et le FC Barcelone, soupçonnés d'avoir touché des aides publiques illégales

Moscou déploie ses missiles au cœur de l'Europe

Après l'annonce d'un déploiement de missiles russes dans l'enclave de Kaliningrad, la Pologne et les États baltes ont exprimé leur inquiétude. Moscou a installé ces batteries pour contrer le projet de bouclier antimissile de l'Otan en Europe.

L'UE dénonce les « traitements » infligés aux migrants à Lampedusa

La Commission européenne a dénoncé mercredi les « traitements épouvantables » infligés aux migrants sur l'île italienne de Lampedusa et a menacé Rome de sanctions

Le Kremlin gracie. Vladimir Poutine a déclaré aujourd'hui qu'il allait gracier l'opposant Mikhaïl Khodorkovski. Il a par ailleurs confirmé que les deux membres emprisonnés du groupe punk "Pussy Riot" seraient libérées en vertu de l'amnistie que vient d'adopter le parlement

PRESSE EUROPEENNE

AUTRICHE : "Ce qui est neuf avec ce vieux gouvernement"

Die Presse

*Plus de deux mois et demi après les élections législatives, l'Autriche a un "nouveau vieux" gouvernement, constate **Die Presse**. Le 12 décembre, le **chancelier** social-démocrate **Werner Faymann** et le **vice-chancelier Michael Spindelegger** (ÖVP, conservateur) ont annoncé que la reconduction de leur grande coalition, qui devrait rester en place **jusqu'en 2018**.*

"C'est la plus autrichienne des formes gouvernementales", commente le quotidien Presse, qui remarque que

*Il faut avoir vécu dans un autre pays pour être déçu maintenant : cette grande coalition est comme celles d'avant. [...] **La grande coalition est un gouvernement qui repose sur le plus petit dominateur commun**. Cela a toujours été comme ça et cela restera ainsi. Son leitmotiv ne sera pas de rendre*

26.02.2014

les choses possibles mais de les empêcher. Ce qui a été prouvé une nouvelle fois de manière impressionnante.

Michael Spindelegger sera ministre des Finances, Sebastian Kurz, également ÖVP, devient ministre des Affaires étrangères à seulement 27 ans. Die Presse note tout de même des nouveautés, comme le droit à **une deuxième année gratuite à la maternelle**. Un compromis a également été trouvé pour prolonger au-delà de 2016 un impôt de solidarité sur les hauts revenus.

ELECTIONS EUROPÉENNES 2014 Il n'y aura pas de vague anti-UE

LE MONDE PARIS

Contrairement à ce qu'affirment plusieurs observateurs, **les partis anti-européens ne devraient pas faire la percée attendue lors des élections européennes de mai prochain, assurent les experts**. Mais cela ne change rien à la désaffection des Européens vis-à-vis d'un Parlement qu'ils sentent éloigné de leurs soucis.

"A force d'écrire des choses horribles, les choses horribles finissent par arriver." En ces temps troublés, nous appliquerions volontiers à l'Europe la réplique de Michel Simon, auteur sous pseudo de romans policiers qui craint d'être assassiné dans Drôle de drame. A force de prédire des choses horribles sur l'Europe, elles finiront par arriver. "Si nous avons l'Europe honteuse, ce sont les extrémistes qui l'emporteront", met en garde le commissaire européen Michel Barnier. **"Le pire, pour l'Europe, c'est le silence, c'est de raser les murs."**

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4399671-il-n-y-aura-pas-de-vague-anti-ue>

CITOYENNETÉ EUROPÉENNE :Le passeport le plus rentable

THE INDEPENDENT LONDRE

La décision de Malte de vendre la nationalité maltaise pour 650 000 euros met en évidence deux vérités essentielles : malgré la crise financière, le passeport européen reste l'un des plus désirés au monde ; ensuite, et c'est une réalité nouvelle, que le capital humain a aujourd'hui autant de valeur que le capital financier.

Les citoyens d'origine extra-communautaire ont plusieurs moyens d'obtenir un passeport européen. L'un est que leur pays adhère à l'Union européenne, comme la Croatie l'a fait en juillet et comme beaucoup d'Ukrainiens aimeraient le faire. Un autre moyen est de braver les flots de la Méditerranée en espérant finir par obtenir l'asile politique. Un troisième est de signer un chèque. Le projet de Malte de proposer la nationalité maltaise moyennant 650 000 euros n'est pas neuf. Chypre propose un passeport pour 3 millions d'euros et ici, en Grande-Bretagne, une procédure permet aux personnes qui y investissent plus d'un million de livres de décrocher un permis de séjour à durée indéterminée qui leur permet ensuite d'obtenir la nationalité britannique. D'autres pays européens ont d'autres procédures permettant d'accorder la nationalité à des gens qu'ils veulent faire venir à eux.

Néanmoins, le projet maltais lancé le mois dernier par le nouveau gouvernement est le plus explicite de tous.

Pour en savoir plus sur l'Union bancaire

Le Monde Paris

Les banques restent indépendantes et concurrentes. Mais, alors qu'elles étaient jusqu'ici contrôlées dans leur pays d'origine, elles seront unies dans un cadre de contrôle européen défini par un nouvel acronyme, le MSU (mécanisme de surveillance unique), qui sera complété par le MRU (pour mécanisme de résolution - sous-entendu : des crises bancaires - unique).

En clair, explique Bruxelles, il s'agit de « réduire l'insécurité et de prévenir les paniques bancaires et la contagion à d'autres parties de la zone euro ». L'idée est d'éviter une redite de la Grèce, de l'Espagne ou de l'Irlande où l'endettement des banques a été épongé par l'Etat, le plaçant lui-même en difficulté.

Désormais, les drames des établissements bancaires seront examinés à Francfort par un comité ad hoc de la Banque centrale européenne (BCE), qui est en train de recruter un millier de personnes, essentiellement des juristes, à cet effet.

Ce cadre donne ainsi aux banques le droit d'être sauvées en cas de faillite et le devoir de se prémunir au maximum contre tout risque mettant son équilibre ainsi que celui de l'économie européenne en danger. Les institutions bancaires devront également financer leur surveillance par le biais un fonds national dans un premier temps, fédéral à partir de 2026.

Les Etats aussi sont concernés et doivent mettre en place un « filet de sécurité » pendant que ce fonds privé est constitué. L'Allemagne n'exclut pas de proposer des évolutions sur le fonctionnement institutionnel de l'Union européenne, pour adapter les traités à la nouvelle donne réglementaire

Epargnants ou contribuables, les citoyens vont-ils continuer à payer pour les erreurs des banques ?

Les 28 ont réussi à se mettre d'accord sur un système qui privilégie le « bail-in » : les banques sont d'abord renflouées par des fonds privés, en particulier par leurs créanciers et leurs actionnaires (par opposition au « bail-out », qui prévoit l'injection de fonds publics, et donc l'argent des contribuables)

Qui décide au final : l'Allemagne, Bruxelles, la BCE ?

Même si le projet est européen, les Etats continuent de manœuvrer au niveau national pour protéger leurs intérêts. Ainsi, l'accord n'intègre ni les banques britanniques, ni, en Allemagne, les Caisses d'épargne, les banques coopératives et les banques des Länder. Le risque étant, si elles venaient à être mal gérées et à s'effondrer, de les voir menacer la stabilité de tout le système bancaire et de toute l'économie en Europe.

http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/12/18/quatre-questions-pour-comprendre-l-union-bancaire_4335721_3234.html

26.02.2014

*Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr***